

Maisons-Laffitte : réunion annulée mardi



GRÈVE. Les réactions ne se sont pas fait attendre. Après l'annonce d'une éventuelle fermeture de l'hippodrome des bords de Seine, les employés de France Galop ont manifesté leurs inquiétudes ce mardi, soutenus par les socioprofessionnels, ce qui a entraîné l'annulation pure et simple de la totalité des courses. Récit et explications d'une journée particulière.

FAIT DU JOUR LA RÉUNION DE MARDI À MAISONS-LAFFITTE N'A PAS EU LIEU

Les grandes manœuvres commencent

"Non à la fermeture de Maisons-Laffitte". Une partie du personnel de France Galop a décidé de bloquer la dernière réunion de l'année sur le site des bords de Seine, comprenant le Quinté+ et trois courses de groupe. Beaucoup d'inquiétudes quant au programme d'économies préconisé par Bertrand Belinguier et annoncé au Conseil d'Administration, lundi. Et, peut-être, le début d'une série de grèves...

La réunion de mardi à Maisons-Laffitte a été annulée, une partie des 470 salariés de France Galop ayant décidé de manifester contre la fermeture de l'hippodrome de Maisons-Laffitte de plus en plus à l'ordre du jour. Occupant le rond de présentation de l'hippodrome dès 11 h 30, les représentants syndicaux de la société-mère avaient mobilisé leurs troupes afin d'empê-

cher la réunion, une des plus belles de l'année avec le Quinté+ et trois courses de groupe au programme. Il était, à partir de là, impossible d'assurer la tenue des huit épreuves inscrites au programme. À 13 heures, la décision a été prise d'annuler la réunion.

► **Priorité : l'hippodrome de Maisons-Laffitte**

Si le devenir de l'hippodrome des bords de Seine est au

cœur des préoccupations des salariés de France Galop, beaucoup d'incertitudes sont nées du projet d'entreprise dévoilé lundi lors du Conseil d'Administration extraordinaire. "Nous avons beaucoup de revendications, signale Pierre Desban, délégué central FO. En cas de fermeture du site, que deviendront les soixante salariés ? On évoque des équipes communes pour Saint-Cloud,

Longchamp, Auteuil et Chantilly, des départs à la retraite pas remplacés, ainsi que d'autres mesures : nous avons besoin d'éclaircissements et d'engagements écrits, car il existe beaucoup de points noirs. Voilà pourquoi nous avons décidé de casser la réunion."

Même son de cloche chez Philippe Navarre, représentant au Conseil d'Administration de France Galop :

"La priorité de notre action, c'est le maintien du champ de

courses de Maisons-Laffitte. Concernant le plan d'économies qui fait état de 13 M€, cela représente 15,5 % des 43 M€ de la masse salariale additionnés aux 41 M€ des frais de fonctionnement (hors location des hippodromes). La pilule est donc forte. Ne pas remplacer tous ceux qui partent à la retraite, cela veut dire que ceux qui restent vont faire le boulot, les conditions de travail vont se dégrader et ce sont les salariés qui vont trinquer."

Cette grève marque probablement le commencement d'un mouvement qui pourrait prendre de l'ampleur dans les prochains jours, d'autant que la grogne chez les socioprofessionnels se fait également de plus en plus entendre. Certains entraîneurs ont d'ailleurs rejoint les manifestants dans le rond de présentation, à l'image de Chrystelle Cardenne et de Mathieu Boutin. Les prochaines réunions de courses au galop seront donc sous surveillance.

Pour d'autres profession-

nels, dont certains venaient de loin (République Tchèque, Allemagne, Irlande, Angleterre, Sud-Ouest etc.), cette annulation est plus que regrettable et aurait dû être préparée : "Comme toujours, ces mouvements pouvaient être anticipés, explique Dominique Darlix, entraîneur à Deauville. Les déplacements vont être à la charge de France Galop et la question est maintenant de savoir quand les courses seront disputées, car il y a tout de même des

épreuves de sélection importantes." À ce sujet, François Boulard, directeur des programmes, s'est entretenu avec les professionnels et a annoncé que les courses seraient recourues jeudi, le site d'accueil devant être choisi mercredi midi.

Quant aux chevaux ayant fait un long voyage, ils ont été hébergés sur l'hippodrome de Maisons-Laffitte. En attendant d'être embarqués dans de nouvelles aventures.

■ FRANCIS FOUGERAY

LE CONTEXTE

13 millions d'euros d'économies pour France Galop, 50 millions pour la filière

La manifestation survenue mardi à Maisons-Laffitte est à replacer dans un contexte compliqué où la société mère a annoncé un plan d'économies drastique, préconisé dans le rapport du comité stratégique de la filière hippique qu'a remis Ambroise Dupont aux ministères de l'Agriculture et du Budget au mois de juillet. Un plan qui devrait permettre 13 M€ d'économies annuels de la part de France Galop d'ici quatre à cinq ans. Pour parvenir à cette somme, trois pistes seront privilégiées : le non-remplacement des départs en retraite (22% du personnel du siège et 17% sur les hippodromes ont plus de 55 ans) ; la baisse des coûts de fonctionnement des

centres d'entraînement (Maisons-Laffitte est fortement déficitaire à ce jour) ; la vente du siège de Boulogne (on évoque un transfert à Saint-Cloud, qui n'a pas, à ce jour, les structures d'accueil adéquates). D'autres mesures similaires d'optimisation des coûts sont également attendues de la part du Cheval Français, du GTHP, du PMH et d'Equidia pour atteindre 50 M€. Le PMU avait, lui, anticipé en faisant dix millions d'économies et en gelant ses effectifs. La stagnation des recettes des opérateurs a donc de lourdes conséquences à court terme sur la santé de la filière toute entière.

■ F. F.

L'IMAGE

Les "bonnets rouges" de sortie



Quand les "bonnets rouges" inspirent les syndicalistes de l'institution hippique, et notamment Pierre Bellaïche (au centre), président du Syndicat Hippique National...
Photo : D.R.